



## Assemblée générale

Distr. générale  
5 août 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

#### Question des îles Falkland (Malvinas)

### **Lettre datée du 2 août 2010, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 11 juin 2010, que vous a adressée le Représentant permanent de l'Argentine et qui contenait en annexe le texte d'un communiqué de presse publié par la République argentine le 10 juin 2010.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes.

Notre position sur la souveraineté des îles Falkland se fonde sur le principe de l'autodétermination consacré par la Charte des Nations Unies. Il ne pourra y avoir de négociation sur la souveraineté de l'archipel que le jour où sa population le souhaitera. Or, celle-ci a exprimé sans équivoque sa volonté de demeurer britannique.

Le Gouvernement du Royaume-Uni tient toutefois à rectifier certaines informations inexactes qui sont présentées dans le communiqué de presse du Gouvernement argentin. Il y est fait mention de la création par décret, le 10 juin 1829, d'un Commandement politique et militaire des îles Falkland et de la création du cadre institutionnel qui avait permis l'entreprise colonisatrice menée par Luis Vernet. Or, le décret susmentionné a été contesté par le Gouvernement du Royaume-Uni le 19 novembre 1829. De plus, Luis Vernet avait sollicité une concession sur les îles Falkland et l'avait obtenue auprès du consulat britannique à Buenos Aires le 30 janvier 1828.

Le Gouvernement du Royaume-Uni précise qu'aucun des civils vivant sur les îles Falkland n'en a été expulsé le 3 janvier 1833. Certains ont choisi de s'en aller, mais la majorité est restée. Ce fait est attesté par l'histoire. Seuls ont été expulsés des îles les membres de la garnison argentine qui y avaient été dépêchés trois mois auparavant pour imposer l'autorité de l'Argentine sur la population civile.



Le Gouvernement argentin n'a pas toujours contesté la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland depuis 1833. En 1850, le Royaume-Uni et l'Argentine ont signé une convention de règlement des différends existants, ce qui a permis de rétablir une entente parfaite entre les deux pays. Ensuite, pendant 38 ans, l'Argentine n'a élevé aucune protestation diplomatique officielle au sujet des îles Falkland. Au cours des 90 années qui se sont écoulées entre 1850 et 1940, la souveraineté sur les îles Falkland n'a fait l'objet que d'une seule protestation diplomatique officielle de la part de l'Argentine, en 1888, par la voix du Ministre argentin des affaires étrangères, Norberto Quirno Costa.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a encouragé le Gouvernement des îles Falkland à prendre les rênes de l'économie de l'archipel et de son avenir. C'est le Gouvernement des îles Falkland qui a décidé d'autoriser la prospection d'hydrocarbures dans les eaux de l'archipel, une activité légitime qui est menée dans le respect du droit local et du droit international et en conformité avec les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Le Gouvernement du Royaume-Uni reste disposé à débattre avec le Gouvernement argentin des diverses questions intéressant la coopération dans l'Atlantique Sud. L'an dernier, les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Argentine et des îles Falkland ont coopéré pour organiser deux visites des membres de familles d'Argentins tombés sur les îles Falkland. Ces visites ont été un succès et illustrent ce qu'est une coopération réussie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires  
(Signé) Philip **Parham**